

## Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

### Protection de la population et tranquillité publique

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

## **Lutte contre la haine LGBTQI+ - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association FLAG - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La lutte contre les actes de haine anti-LGBTQI+ occupe une place centrale dans la politique de lutte contre les discriminations mise en œuvre par la Ville de Montpellier. Une démarche spécifique de travail a, dès 2020, été initiée dans le cadre des travaux du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD). Elle a conduit à la création d'une cellule de veille réunissant différents acteurs institutionnels et associatifs. Cette dernière s'est, au fil des mois, imposée comme un espace de travail sur les actions à mettre en place en réponse aux actes repérés de violence.

Le partenariat avec l'association « FLAG ! » a rapidement été identifié comme un levier essentiel au travail mené en faveur de la levée des freins au dépôt de plainte. L'application développée par l'association a, ces deux dernières années, contribué au repérage des violences commises sur le territoire de la ville. La multiplication des campagnes de communication et les partenariats initiés ont conduit « FLAG ! » à être localement populaire. Un total de 38 signalements a, ainsi, été enregistré sur la plate-forme entre janvier 2022 et décembre 2023.

La convention signée entre la Ville de Montpellier et l'association « FLAG ! » en mai 2021 précise les conditions d'accès à la console *Backoffice* de l'application. La consultation du détail des signalements effectués sur l'application a, ces 3 dernières années permis à la Ville d'établir une cartographie précise des lieux où les actes de haine anti-LGBTQI+ ont été perpétrés, de mener diverses opérations de sécurisation et de définir des actions de prévention en direction des publics cibles.

Le bilan de la coopération entre la Ville et l'association est positif. La convention arrivant à échéance en mai 2024, il est donc proposé de reconduire le partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association pour une nouvelle période de 3 ans.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de renouvellement du partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association « FLAG ! » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 8 avril 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 avril 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville - FLAG! 2024-2027.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240326-262151-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/04/24  
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

La présente convention est conclue entre :

- **l'association « FLAG ! »**, association LGBT+ des ministères de l'Intérieur et de la Justice, sise Maison des associations (boîte n°51), 206 quai de Valmy à Paris (75010),  
Désignée ci-après sous les termes « FLAG ! » ou « l'association »,  
Représentée par Madame Vanessa RICOUL, sa présidente,

d'une part,

et

d'autre part,

- **la Ville de Montpellier**, sise 1, Place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2,  
Désignée ci-après sous les termes de « la Ville »  
Représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, son Maire, en vertu de la délibération du Conseil municipal du 26 mars 2024.

## PRÉAMBULE

Créée sous le régime de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association, « FLAG ! » a pour objet depuis le 9 septembre 2001, la sensibilisation, la prévention et la lutte contre l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie et la transphobie au sein des ministères de l'Intérieur et de la justice ainsi que l'amélioration de la prise en charge des victimes.

FLAG ! est également membre fondateur de *l'European LGBT Police Association* (EGPA).

\*\*\*

La Ville de Montpellier est engagée dans la lutte contre diverses formes de discrimination. Elle est particulièrement attachée à la lutte contre les violences faites aux femmes et contre les LGBT phobies (Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres). Face aux violences, agressions et incivilités homophobes, biphobes et transphobes pouvant survenir sur le territoire montpelliérain, un dispositif de sécurité et de prévention tend à se mettre en place.

## OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles l'association « FLAG ! » donne un accès à la console Backoffice permettant de consulter le détail des signalements effectués sur l'application « FLAG ! ».

## ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association porte intégralement la maîtrise d'ouvrage du projet objet de la présente convention. Ce projet comprend plusieurs éléments :

- une application mobile disponible sur les plateformes *Android* et *iOS* ;
- un tunnel de signalement web permettant son intégration dans des sites Internet/intranet ;
- une console *Backoffice* permettant d'accéder aux détails des signalements en fonction de son profil.

L'association s'assurera du bon fonctionnement de l'ensemble de ce projet dans la limite de ses finances.

L'accès à la console *Backoffice* est fourni gratuitement à la Ville par l'association « FLAG ! » avec différents identifiants/mot de passe.

Si la Ville apporte un soutien financier au projet, l'association s'engage à ajouter son logo dans la liste des partenaires dans l'application mobile et sur la page [www.flagasso.com/app](http://www.flagasso.com/app).

L'association peut fournir plusieurs tunnels de signalements à la Ville. Chacun de ses tunnels sera identifiable par une adresse URL différentes. Les signalements seront taggués en fonction de l'URL permettant ainsi de les retrouver depuis le *backoffice*.

L'association permettra à la Ville d'accéder aux signalements uniquement de son périmètre fonctionnel et géographique à savoir :

- Ville : Montpellier (34 000, 34 070, 34 080, 34 090)
- URL : <https://signalement.flagasso.com/reporting/partner/montpellier>

L'association donnera accès aux signalements dont le statut est « terminé ».

L'association s'engage à traiter les signalements et à les basculer en statut « terminé » dans les meilleurs délais. Ce statut indique que l'association s'est assurée de l'anonymisation dans le champ « informations complémentaires » du signalement.

L'association informe la Ville qu'elle accordera une importance à la confidentialité des échanges avec le signalant qui souhaite être recontacté, y compris lorsque le signalement est réalisé depuis un tunnel mis à disposition de la Ville.

## ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- garantir la confidentialité des signalements cela implique de ne jamais communiquer publiquement les détails d'un signalement isolé ou de chercher à identifier qui se trouve derrière un signalement. L'accès au backoffice vise à faciliter les actions de prévention sur les actes de haine anti-LGBT+ en identifiant la physionomie de ces violences. Chercher à identifier le signalant va à l'encontre de la philosophie d'un signalement anonyme pour libérer la parole. Dans un tel cas, l'association pourra alors suspendre les accès de la Ville ;
- immédiatement signaler à l'association si des informations « identifiantes » sont présentes et consultables par la Ville afin que ces dernières soient « anonymisées » dans les plus brefs délais ;
- immédiatement signaler toute faille de sécurité ou anomalie de fonctionnement dont il pourrait avoir connaissance ;
- mettre en place un lien vers ce dispositif sur son site Internet ;
- communiquer sur son périmètre géographique et fonctionnel de l'existence de l'application « FLAG ! » et encourager son utilisation pour libérer la parole

## DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITIONS DE RÉSILIATION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la date de signature.

Elle peut être dénoncée à tout moment par chacune des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention prend effet, à compter de la date de sa signature par les deux parties.

Fait en double exemplaire :

- un exemplaire pour FLAG!
- un exemplaire pour la Ville

À Montpellier, le                      2024

**La présidente de FLAG !**

**Le Maire de Montpellier**

**Vanessa RICOUL**

**Michaël DELAFOSSE**